



SPW - TLPE
Madame Annick FOURMEAUX
Directrice générale
Rue des Brigades d'Irlande, 1
5100 JAMBES

Envoi recommandé
Copie avancée par mail :
jeanchristophe.jaumotte@spw.wallonie.be

Objet : Projet de révision du plan de secteur en vue de l'inscription d'un périmètre de réservation d'une ligne THT – Boucle du Hainaut – Art. D.II.48§4 du CoDT

Par un courrier du 11 février 2021, la Directrice générale du SPW TLPE sollicite l'avis du Fonctionnaire délégué en application de l'article D.II.48§4 du CoDT.

Le délai de 60 jours expire le 12 avril 2021. Le présent avis se limite à la portion de territoire sur laquelle le Fonctionnaire délégué du Hainaut II exerce sa compétence ratione loci.

1. Procédure et contenu du dossier de base au regard de l'article D.II.44 al. 1^{er}

Ledit courrier du 11 février 2021 contient divers documents dont la demande de révision de Elia et son dossier de base ainsi qu'un dossier cartographique.

Le dossier comprend une localisation détaillée, une situation au plan de secteur, une situation de droit et une situation de fait sur tout le tracé.

Le contenu de la situation de droit analysée doit être considéré comme incomplet en ce que certains éléments de la situation juridique sont manquants au regard de la légende des cartes relatives à la situation de droit : ainsi, notamment, manquent :

- schéma de développement communal et guide communal d'urbanisme sur les communes concernées (les pages 197 et suivantes du dossier de base ne contiennent pas le même objet) ;
- sites et monuments classés (les pages 175 et suivantes du dossier de base n'ont pas le même objet) ;
- zones de protection au sens de l'article 209 du Code wallon du Patrimoine ;
- etc.

A l'heure où certains pays européens tels que le Danemark (25 % de ses nouvelles lignes haute tension sont enterrées) ou les Pays-Bas (10 % de lignes enfouies) ont délibérément opté pour l'enfouissement de ses lignes à haute tension (LHT) ou à très haute tension (THT) dans le cadre du Réseau transeuropéen de transport (RTET), il est pour le moins... administrativement questionnant... de constater que le dossier de base dans son « rapport justificatif des alternatives examinées et non retenues » n'examine pas l'enfouissement – total ou partiel - de cette ligne THT.

Compte tenu de l'impact humain, environnemental et paysager à évaluer sur ces aspects notamment, le caractère incomplet du dossier de base ne saurait permettre à l'autorité de se prononcer en connaissance de cause.

A la date du 12 avril 2021, soit au 97^{ème} jour après le dépôt de la demande le 6 janvier 2021 par Elia, le Gouvernement n'ayant pas décidé dans les 90 jours la révision du Plan de secteur ni adopté le projet de révision (cfr communication ministérielle du 7 avril 2021) au sens de l'article D.II.48§5, le non-respect de ce délai d'ordre ne permet pas aux instances consultées, dont le Fonctionnaire délégué (dont la demande d'avis obligatoire n'est pas prévue par l'article D.II.49§2 et §7 dans la suite de la procédure), l'avis qui suit est donné en « méconnaissance de cause légale », le Fonctionnaire délégué ne disposant ni d'un dossier complet ou complété, ni de l'évaluation environnementale à réaliser, ni de la décision du Gouvernement wallon.

2. Avis

Le tracé du périmètre de réservation de la Boucle du Hainaut est présenté comme le « chaînon manquant » du réseau de transport de l'électricité sur le territoire wallon, belge et plus largement européen.

L'examen de la carte belge de 2020 des réseaux électriques à haute tension (de 70 à 380 kv) (annexe 1) montre que le bouclage existe entre Avelgem et Courcelles via Thieulain, Chièvres, Baudour et La Louvière au travers de lignes de 150 kv.

Ce bouclage existe également en 380 kv via la liaison Avelgem-Horta-Mercator-Courcelles. Sans parler de cette transfrontalière en 380 kv entre Avelgem-Avelain-Mastaing-Longwy-Achène-Tihange-Gosselies-Saint-Amand-Courcelles.

Au regard de ces 2 boucles existantes en Belgique, le demandeur ne justifie pas le choix d'une nouvelle liaison aérienne en territoire vierge de LHT sur les tronçons V à X jusqu'à Scoumont (où le tronçon récupère la liaison 380 kv Mercator-Courcelles).

Les alternatives 1 et 2 ne concernent pas cette hypothèse de tracé qui double et renforce tout le tracé de la 150 kv existante ou de la 380 kv existante.

Cette alternative du renforcement /doublement des infrastructures de transport doit être étudiée en ce que l'impact paysager par l'utilisation des couloirs existants est réduit et en ce que l'impact humain et environnemental est également limité compte tenu des impacts existants des infrastructures en place.

Si la demande ne semble pas préciser si la ligne aérienne supporterait du courant continu ou alternatif, il a cependant été montré en Europe par les réalisations récentes au Danemark et aux Pays-Bas notamment que la réalisation de lignes THT pouvait techniquement être envisagée en souterrain (enfouissement).

Si cet enfouissement a un coût évalué à 4 à 8 fois le coût d'investissement d'une ligne 380 kv aérienne, il importe dans l'examen de cette alternative de prendre en compte les coûts d'exploitation, d'entretien et de maintenance que cette technique permet de réduire et de la calculer sur la durée de vie de pareille ligne.

Cette alternative n'est pas même effleurée par le dossier de base du demandeur, ce qui constitue une lacune dirimante du dossier.

Il importe en effet d'évaluer les bénéfices et les coûts de cette alternative sur les plans humain, environnemental et paysager sans perdre de vue que le coût économique de cet investissement alternatif est pris en charge pour une large part par la collectivité, en ce et y compris le coût environnemental des externalités qu'une ligne aérienne nouvelle sur un tracé nouveau (tronçons V à X) ne manque pas d'avoir et qu'il importe également de prendre en compte.

Enfin, il va sans dire que cette alternative de l'enfouissement doit être examinée sur un enfouissement total ou partiel, notamment pour la partie nouvelle du tracé, voire de ses seuls espaces les plus sensibles sur le plan humain, environnemental et paysager (zones d'habitat).

L'examen de ces 2 alternatives (renforcement/doublement) des infrastructures existantes, en particulier la 150 kv, voire les 70 kv et l'enfouissement total ou partiel) constitue le minimum devant permettre aux autorités publiques, instances consultées et population une analyse objectivée et responsable.

Enfin, il n'est pas inutile de rappeler que 90 % des 1538 ha du périmètre de réservation sont situés en zone agricole laquelle « contribue au maintien ou à la formation du paysage ainsi qu'à la conservation de l'équilibre écologique » (article D.II.36). S'agissant de l'inscription d'un périmètre de réservation, les dispositions relatives au zonage du plan de secteur (article D.II.24 et suivants) restent d'application dans le cadre de la décision relative aux futures et éventuelles demandes de permis à l'intérieur de ce périmètre de réservation.

En conclusion, au regard de ce qui précède, le dossier de base doit être considéré comme incomplet ne permettant ni aux autorités, ni aux instances consultées, ni à la population informée d'assurer une analyse objectivée de cet avant-projet de plan de secteur.

Le Fonctionnaire délégué
Raphaël STOKIS
Directeur



CONTACT

TLPE
Direction Hainaut II
Rue de l'Ecluse, 22
B - 6000 CHARLEROI

VOTRE GESTIONNAIRE

Vanessa Buccheri
Tél. : 071/654.961
vanessa.buccheri@spw.wallonie.be
Secrétaire de Direction

VOTRE DEMANDE

VOS ANNEXES

Annexe 1 : Belgique - Réseaux électriques à haute tension (de 70 à 380 kV)

